Quelques conclusions de la journée d'études de la S.F.S.I.C. sur les formations à finalité professionnelle en sciences de l'information et de la communication 27 mars 1998

Jean Devèze

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/communicationorganisation/2147>

DOI : 10.4000/communicationorganisation.2147

ISSN : 1775-3546

Éditeur

Presses universitaires de Bordeaux

Édition imprimée

Date de publication : 1 novembre 1998

ISSN : 1168-5549

Référence électronique

Jean Devèze, « Quelques conclusions de la journée d'études de la S.F.S.I.C. sur les formations à finalité professionnelle en sciences de l'information et de la communication 27 mars 1998 », *Communication et organisation* [En ligne], 14 | 1998, mis en ligne le 26 mars 2012, consulté le 30 avril 2019. URL : <http://journals.openedition.org/communicationorganisation/2147> ; DOI : 10.4000/communicationorganisation.2147

Ce document a été généré automatiquement le 30 avril 2019.

© Presses universitaires de Bordeaux

Quelques conclusions de la journée d'études de la S.F.S.I.C. sur les formations à finalité professionnelle en sciences de l'information et de la communication 27 mars 1998

Jean Devèze

- 1 Le 27 mars, à l'Université Michel de Montaigne-Bordeaux 3, la Société Française des Sciences de l'Information et de la Communication (SFSIC) organisait une journée nationale de réflexion sur les formations à finalité professionnelle. Soixante enseignants-chercheurs, pour la plupart responsables de formation, ont réfléchi au présent et à l'avenir de la professionnalisation en information et communication. Nous reproduisons ici les conclusions de cette journée telles que les a tirées Jean Devèze, professeur à l'Université de Marne la Vallée et président en exercice de la SFSIC.
- 2 Le Comité National d'Évaluation (CNE) du ministère de l'Éducation Nationale, lors de son analyse sur l'activité des Sciences de l'information et de la communication notait, dès 1993 : « On a constaté que les formations à finalité professionnelle s'étaient considérablement développées en sciences de l'information et de la communication, bien qu'elles accueillent un nombre d'étudiants plus restreint que les filières dites généralistes ; signe de la capacité d'adaptation des universités, dont les étudiants se dirigent désormais de plus en plus vers le secteur productif... ».
- 3 Cette journée d'études manifeste notre souci commun d'aller plus avant dans la réflexion entreprise et dans l'enrichissement des formations de tous niveaux que vous représentez ici. Une soixantaine de collègues sont venus d'une trentaine d'établissements (Universités, I.U.T., Écoles ou Grands Établissements) ; tous sont responsables, à un titre ou à un autre, de formations de premier, deuxième ou troisième cycles, apportant par là même une très grande diversité d'expériences et donnant à cette journée un caractère

significatif de large représentativité. On peut estimer, en première approximation que ces collègues ont la responsabilité pédagogique d'environ une bonne moitié des étudiants inscrits dans des filières à vocation professionnelle en sciences de l'information et de la communication recensés dans le secteur public de l'enseignement supérieur.

- 4 Cette journée riche d'enseignement, où le Professeur Jean-Claude Bouvier, conseiller pédagogique auprès de la Direction de l'Enseignement supérieur, représentait Madame Francine Demichel, excusée, m'inspire quelques conclusions, qui marquent une étape dans l'élaboration de notre réflexion d'ensemble, que cette journée a permis de faire avancer. Que tous les Directeurs de formation, d'Instituts, de Départements engagés dans des formations à finalité professionnelle qui sont venus à Bordeaux à l'invitation du Directeur de l'ISIC et de l'IUP, par ailleurs vice-président, chargé des questions de formation, de notre Société soient ici remerciés pour leur participation active, pour la qualité et la richesse des échanges, notamment au sein des ateliers, et pour la fermeté de leur engagement dans cette voie innovante.
- 5 L'ensemble des participants convient d'abord de la nécessité d'affirmer et de renforcer le caractère professionnel des formations qui ont fait ce choix de la professionnalisation. Souhaitons en particulier que ceux qui se sont en partie engagés en ce sens, telles certaines formations semi-professionnalisantes, achèvent leur mue. Tous ont par ailleurs souligné la place et l'importance que la Formation continue revêt dans ces formations et sur la fécondité de la rencontre entre étudiants de Formation initiale et stagiaires de la Formation continue.
- 6 Au-delà de cette affirmation, il s'agit, au sein de ces diplômes, d'organiser et de préserver l'indispensable équilibre entre la formation théorique de type universitaire et la formation professionnelle s'appuyant sur des pratiques des différents métiers de l'information et de la communication. Cette préoccupation doit bien entendu être soigneusement précisée selon les orientations et les niveaux d'étude.
- 7 Il s'agit également, par ce choix de l'unité de la théorie et de la pratique, de manifester et de confirmer l'unité de notre champ scientifique de référence, les Sciences de l'Information et de la Communication. La pratique, communément admise dans la plupart des universités ou établissements, de la forme linguistique INFOCOM est emblématique de notre démarche, et de plus une très grande partie des Nouvelles Technologies de l'Information et de la Communication, ainsi que leur généralisation, tendent à renforcer cette unité.
- 8 Notre première responsabilité est de confronter la demande sociale à l'offre de formation à vocation professionnelle dans notre champ disciplinaire. À cet égard la demande sociale latente est largement méconnue ; notre offre de formation doit dépasser notre champ de spécialité, la formation de professionnels des Sciences de l'Information et de la Communication. Elle doit s'investir largement dans la formation des maîtres de tous niveaux (IUFM et formation continue des enseignants). Constatant le déficit reconnu de compétences en matière d'information et de communication dans la totalité des champs professionnels, il est fondé d'offrir des formations en INFOCOM à des non-spécialistes (ingénieurs, professionnels de la santé, armée, police, etc.). L'initiation de tous aux S.I.C. apparaît aussi nécessaire que l'apprentissage des langues étrangères ou de l'informatique. Notre société souffre à l'évidence de dysfonctionnements de la communication entre les personnes, les groupes et les organisations, dont la violence, le stress, le suicide des jeunes gens sont les symptômes les plus voyants. Remédier à cette souffrance

communicationnelle relève de l'urgence sociétale. Ne nous dérobons pas devant ce défi du monde contemporain.

- 9 Nous devons veiller à préserver l'unité du service public de l'Éducation Nationale et de son enseignement supérieur face à la tentation centrifuge que l'on observe fréquemment (aujourd'hui la tentative d'organiser la formation des journalistes sous l'égide du Ministère de la Culture et de la Communication, et demain, qui sait ? celle des bibliothécaires ou celle des documentalistes au Ministère de l'Industrie ou de la Défense Nationale). Il y a lieu d'être particulièrement attentif au monopole de l'Université en matière de collation des grades et des diplômes.
- 10 Sur le contenu de nos formations à finalité professionnelle, les participants à la journée sont tombés d'accord sur l'importance de renforcer la part des enseignements relatifs à la dimension stratégique des activités en information et en communication. Cette dimension est fondamentale pour l'avenir professionnel des étudiants, dont la vie active exigera une polyvalence accrue. Pour limiter les excès, le « gavage », tous s'accordent à privilégier la méthode sur les techniques. Il semble à tous égards souhaitable d'éviter de « courir après » chacune des dernières techniques à la mode, qu'une obsolescence largement marchande périme aussitôt. Mieux vaut cultiver l'adaptabilité des étudiants en privilégiant les méthodes générales de réflexion, la polyvalence et, dans certains cas, la construction d'une double compétence.
- 11 Les universités manquent cruellement d'information sur le devenir professionnel à moyen terme de leurs propres étudiants, sur l'évolution des professions, sur la prospective des métiers de demain, etc. Sans thermomètre, sans boussole ni repère, force est de constater que tout cela « marche » (ou « ne marche » pas) à l'intuition. Des observatoires de spécialité sont nécessaires pour permettre aux responsables de faire les choix opportuns dans les temps convenables. Le CEREQ (Centre d'Études et de Recherche sur les Qualifications) doit être missionné pour conduire une ou des enquête(s), la précédente, datant de dix ans, étant totalement dépassée.
- 12 Les logiques de préparation des concours (Capes et Agrégation) et celles de nos formations à finalité professionnelle sont très différentes : notre choix est d'écarter la pollution des unes par les autres. Le bilan de l'expérience du Capes de Documentation a-t-il été tiré ? Existe-t-il à ce sujet une évaluation fine et qualitative ?
- 13 De nombreux participants, et ce me semble là un point de vue largement partagé au sein de la S.F.S.I.C., ont proposé de traiter avec une même impartialité l'ensemble des médias de communication : écrit, imprimé, image, son, audiovisuel, expositions ou musées et bien sûr Nouvelles Technologies de l'Information et de la Communication, sans oublier les plus anciens des « nouveaux médias » (arts plastiques, spectacle vivant, musique, danse, etc.). Notre Société propose la pleine reconnaissance de leur légitimité scientifique et sociale.
- 14 Ceci nous impose de concevoir nos formations selon deux axes à la fois : d'une part en extension, pour préparer les futurs professionnels à la diversité, à la mobilité et à la constante évolution, inéluctable, des métiers de l'information et de la communication. D'autre part en profondeur, pour offrir à ces mêmes futurs professionnels les capacités d'analyse, d'approfondissement, d'exigence, de synthèse, de distanciation critique et d'engagement civique et éthique particulièrement nécessaires dans ce secteur d'activité.
- 15 Un exemple, parmi tant d'autres : il est nécessaire de généraliser l'apprentissage de l'image, du décryptage des messages audiovisuels (d'où l'importance de la formation

dispensée en ces matières aux futurs enseignants à l'I.U.F.M.). Ceci n'est pas neuf : les pionniers travaillaient là-dessus il y a bientôt trente ans ; mais leurs excellentes recommandations ont-elles été suivies d'effets ? Nous sommes bien loin du compte.

- 16 Tous se proposent de réaffirmer le souci des universitaires de maintenir et de développer, en particulier au sein des formations à finalité professionnelle, une distance critique, la recherche et la mise en évidence de la capacité des étudiants à comprendre profondément les mécanismes idéologiques à l'œuvre dans les champs de l'information et de la communication. De même, ils manifestent le souci d'inculquer l'exigence, aujourd'hui si nécessaire, de comportements éthiques et de pratiques responsables.
- 17 Les formations à visée professionnelle du secteur « Information et Communication » se révèlent, d'un strict point de vue économique, parfaitement rentables et d'un excellent rapport qualité/coût. Les responsables de ces formations n'hésitent pas à affirmer que ce sont là des filières « à forte valeur ajoutée ». Les succès démontrés par l'insertion professionnelle des étudiants issus de ces formations démontrent que la démarche dans laquelle nous sommes engagés ici, est économiquement, socialement et politiquement plus rentable que la production d'un diplômé inscrit pour cinq ans ou plus à l'A.N.P.E. Ceci paraît cependant bien méconnu, d'abord en interne, au sein de nos établissements, puis en interne/externe par notre Ministère de tutelle. Une réponse possible, c'est d'investir dans d'intenses actions de « lobbying » des formations elles-mêmes d'une part, de la S.F.S.I.C. de l'autre.
- 18 La création et la mise en œuvre des formations à visée professionnelle mobilise, depuis des années, le courage et l'énergie de nombreux enseignants qui s'y dévouent sans compter, mais s'y épuisent à la longue. Un tel excès de tâches nuit indiscutablement à la recherche des collègues concernés : il est urgent de rémunérer, d'une façon ou d'une autre (décharges partielles, primes, modalités d'avancement, etc.) ces responsabilités très lourdes, indispensables à la réussite de ces formations. Est-il encore nécessaire de dresser la liste des multiples contraintes et servitudes imposées par les exigences de la professionnalisation des formations ?
- 19 L'attribution de moyens spécifiques en personnel IATOS, personnel technique et d'entretien du matériel, personnel administratif qualifié (gestion des stages, recherches de contrats, de la taxe d'apprentissage, gestion de la formation continue, etc.), est absolument urgente. En ce sens l'attribution aux universités d'emplois IATOS fléchés en direction de ces formations est tout à fait nécessaire, car celles-ci, insérées le plus souvent dans de vastes ensembles universitaires de Lettres et de Sciences Humaines ou de Droit et Sciences économiques, sont, chaque fois qu'un emploi est créé, victimes de la « loi des grands nombres ».
- 20 L'université française souffre également, du moins dans les composantes évoquées ci-dessus, d'une tradition bien ancrée dans les esprits, à quelque niveau que ce soit : l'acquisition de matériels est possible une seule fois, souvent à l'occasion de la construction d'un bâtiment neuf, accompagné de « crédits de premier équipement ». Ensuite, plus rien, l'équipement initial, très sollicité, se dégrade sous l'effet d'une pratique intensive, et rend bien souvent l'âme avant même que soit envisagée des dotations de « renouvellement » ou de « rafraîchissement ». Bien évidemment, l'obsolescence importante dans le domaine des techniques de l'information et de la communication aggrave le constat. Il y a longtemps que ces questions sont traitées à peu près convenablement dans le secteur des sciences dites « exactes ». Nos contraintes et donc nos besoins, sont très semblables, mais les enseignements en information et

communication continuent, contre toute justice, d'être assimilés à des formations de Lettres et Sciences Humaines, ou de Droit et de Sciences Politiques, qui mobilisent infiniment moins de ressources techniques. Il est temps que l'administration prenne enfin conscience de cette anomalie et attribue à nos formations des crédits de renouvellement des matériels au même rythme qu'elle le fait pour la physique, l'informatique ou la biologie.

- 21 Les dotations ministérielles aux diverses formations sont calculées par référence à un coefficient connu sous le nom de H/E (heures par étudiant). Le coefficient appliqué actuellement aux S.I.C. par le Ministère est de 16, ce qui veut dire qu'une formation à visée professionnelle dispensée à 50 étudiants inscrits se voit reconnaître un potentiel d'enseignement (heures statutaires et heures complémentaires cumulées) de $16 \times 50 = 800$ heures. Dans le même esprit que celui exposé à propos des crédits d'équipement, ce coefficient de 16 est celui reconnu pour les Lettres et les Langues. Les spécificités des formations en information et communication (arts graphiques, audiovisuel, hypermédia, multimédia, nouvelles technologies de l'information et de la communication) ne sont nullement prises en compte. Les participants demandent instamment au Ministère la révision de ce coefficient. Il faut le porter au niveau des formations en informatique, c'est-à-dire à 32.
- 22 Le stage en entreprise donne lieu, de plus en plus fréquemment, à divers excès constituant autant d'abus. Certaines entreprises se dispensent de tout recrutement en accumulant, tout au long de l'année, une succession de stages enchaînés les uns derrière les autres. Nous savons bien que cette question ne concerne pas uniquement les formations à finalité professionnelle en information et communication, mais la fréquence de ce type de comportement dans ce secteur d'activités nous y a rendu très sensibles. Une large concertation entre le Ministre de l'Éducation Nationale, de la Recherche et de la Technologie et le Ministre des Affaires sociales, du Travail et de l'Emploi doit être engagée sans retard en vue d'aboutir à une régulation maîtrisée de l'usage des stages tendant à faire disparaître les pratiques abusives.
- 23 Le nombre de bourses d'enseignement supérieur est très insuffisant, particulièrement en troisième cycle : de nombreux étudiants boursiers en 2^e cycle n'en obtiennent pas en DESS ou en DEA, faute de moyens. Ainsi, mieux un étudiant réussit, moins il a de chance de conserver une bourse d'études. N'est-ce pas là une incitation à l'abandon de certains cursus par les meilleurs étudiants ?
- 24 La vocation professionnelle de nos formations implique la participation de professionnels qualifiés, et donc que celle-ci soit non seulement reconnue, mais encore privilégiée. Certaines universités, au nom de leur autonomie, préfèrent souvent attribuer des heures complémentaires d'enseignement à des collègues qui ont abandonné toute activité de recherche (et doublent parfois leur traitement) plutôt que de rémunérer des professionnels considérés comme « extérieurs ». Une réglementation financière appropriée doit inciter fermement les établissements à utiliser leur dotation en Heures Complémentaires d'enseignement pour rémunérer d'abord l'intervention des professionnels, souvent de haut niveau, qui concourent à nos formations. Une priorité doit être reconnue, et consentie, à cette indispensable ouverture vers l'extérieur et les acteurs professionnels, dont le concours est si précieux.
- 25 L'avenir des formations à finalité professionnelle s'inscrit dans le cadre plus large de l'ouverture au sein des formations d'ingénieurs, de médecins, d'administrateurs, etc., de

modules d'information et de communication confiés à des diplômés en Sciences de l'Information et de la Communication.

- 26 L'enseignement et la formation à l'information et à la communication des non-spécialistes, et d'abord des enseignants de tous les niveaux et de toutes les disciplines est une voie que la S.F.S.I.C. explore (une enquête, portant sur une partie importante de ces questions, est en voie d'achèvement) et qu'il est urgent d'éclairer. La formation des maîtres, confiée aux IUFM, doit prendre en compte largement cette dimension, qui semble en recul par rapport aux pratiques des anciennes Écoles Normales où elle avait su se faire reconnaître et apprécier.
 - 27 La formation humaniste de l'acteur social appelé à travailler dans le champ des Sciences de l'Information et de la Communication au XXI^e siècle exige de tous une attention soutenue. Elle vise à former des citoyens conscients, lucides, et attachés à la démocratie. Elle prépare des générations de jeunes hommes et, plus encore de jeunes femmes, à agir de manière intelligente et responsable dans un domaine sensible, qui exige prudence, courage et détermination.
 - 28 Les responsables de formations à finalité professionnelle, réunis à Bordeaux le 27 mars 1998, y consacrent leurs soins avec constance et énergie. Mais en retour ils ont besoin non seulement des encouragements des Présidents d'Université et de la Direction des Enseignements Supérieurs, mais aussi et surtout de gestes forts en termes de reconnaissance, d'attribution d'emplois de collaborateurs administratifs et techniques, de crédits de renouvellement d'équipements, de valorisation de leur investissement réel et profond dans leur mission. En résumé, d'incitations fléchées en faveur de ce type de formation. La S.F.S.I.C, soucieuse de la qualité des enseignements en information et communication dispensés dans les universités et les établissements rattachés, veillera à se faire entendre de tous les responsables, à tous les niveaux. C'est l'engagement que je prends au terme de cette journée d'études.
-

RÉSUMÉS

Cet article se propose de présenter les premières conclusions d'une journée d'études organisée à Bordeaux le 27 mars 1998 par la S.F.S.I.C. (la Société Française des Sciences de l'Information et de la Communication). Il s'agissait de mieux connaître les cursus de formation professionnelle dispensés par les universités, les I.U.T. et diverses écoles spécialisées, d'en analyser les enjeux et les contenus, et de réfléchir à leur évolution comme à leur avenir.

This paper presents some of the first results of a symposium held in Bordeaux, on 27 th March 1998 by the S.F.S.I.C. (the French Society for Information and Communication Studies). The topic was a better knowledge of the professional training studies organized by French universities, institutes and specialized schools.

INDEX

Mots-clés : enseignements universitaires, finalité professionnelle, équilibre théorie/pratique, formation des non-spécialistes

AUTEUR

JEAN DEVÈZE

Jean Devèze, après avoir enseigné la Physique une dizaine d'années à la Faculté des Sciences de Paris, a pris une part active à la création de l'université pluridisciplinaire Paris 7-Denis Diderot où il créa, entre autres, le Département audiovisuel. Il y enseigna dès lors les Sciences de l'Information et de la Communication, avant de devenir professeur à l'université du Havre, puis à la récente université de Marne-la-Vallée. Membre actif de la Société Française des Sciences de l'Information et de la Communication depuis sa fondation, il la présida en 1997 et 1998, avant d'en devenir Président d'honneur en 1999.